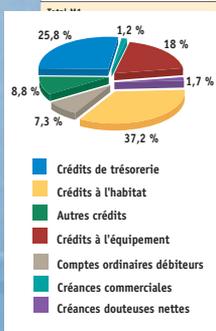




Bulletin trimestriel

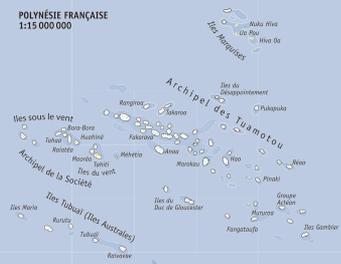
Conjoncture monétaire et financière

M1	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
M1	217 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M2	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
M3	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
M4	-	368	760	368	392	-	106,6 %
M5	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
M6	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
M7	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 137 - Statistiques au 31/12/2008

POLYNÉSIE FRANÇAISE
1:15 000 000



Polynésie française

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

Sommaire

Synthèse	4
Annexes	7
Méthodologie	7
1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	8
1.1 La masse monétaire	8
1.2 La circulation fiduciaire	8
1.3 Les contreparties de la masse monétaire	9
2. Les avoirs financiers des agents économiques	10
2.1 Les avoirs des ménages	11
2.2 Les avoirs des sociétés	12
2.3 Les avoirs par nature	13
3. L'endettement des agents économiques	14
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	14
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	18
4. Le financement des crédits bancaires	20
4.1 L'équilibre emplois- ressources	20
4.2 Le réescompte	20
5. Les engagements sectoriels	20
6. Les indicateurs de vulnérabilité	21
6.1 Les indicateurs globaux	21
6.2 La vulnérabilité des ménages	21
6.3 La vulnérabilité des entreprises	22
7. Les échanges de valeurs	22
8. Rappel des taux	23
8.1 Les taux règlementés	23
8.2 Les principaux taux de marché	23
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises	23
8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers	23
8.5 Taux de l'usure	23

Synthèse

Evolution monétaire et financière internationale

L'actualité économique et financière internationale continue d'être très largement dominée par les effets de la crise financière qui s'étendent de manière croissante à la sphère économique. Une coordination internationale de gestion de la crise a été progressivement mise en oeuvre, que ce soit au sommet des chefs d'Etat du G20 à Washington en novembre 2008 ou lors du Conseil Ecofin dans le courant du mois de décembre. Parallèlement, des initiatives ont été très rapidement prises au niveau national par les gouvernements, pour relancer la croissance économique et endiguer la crise qui touche l'ensemble du secteur bancaire et financier.

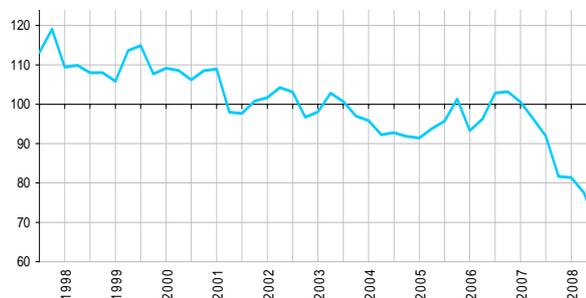
Les plans de relance annoncés successivement témoignent de l'ampleur de cette crise. En France, le gouvernement a mis en place un vaste plan de financement de l'économie visant à soutenir l'octroi de crédits par l'apport de liquidités aux banques (via la création de la SFEF, Société de Financement de l'Economie Française) et le renforcement des fonds propres des banques (via la SPPE, Société de Prise de Participation de l'Etat). Par ailleurs, un plan de relance de l'économie a été annoncé courant décembre 2008 pour une enveloppe globale de 26 milliards d'euros. Dans le même esprit, l'Allemagne a adopté courant janvier 2009 un plan de relance de 50 milliards d'euros, précédant celui voté par le Congrès des Etats-Unis en février, pour un montant de 787 milliards de dollars, probablement assorti d'un vaste plan de sauvetage des banques américaines.

Dans ce contexte, les banques centrales ont poursuivi la politique de détente monétaire. La FED a annoncé en décembre 2008 une baisse historique de 100 points de base de son principal taux directeur, qui se situe désormais dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %. De son côté, la BCE a diminué à cinq reprises son taux de refinancement des opérations principales depuis le mois d'octobre 2008. Il s'établit à 1,50 % depuis le 11 mars 2009.

Face à cette conjoncture économique et financière dégradée, les indices boursiers internationaux continuent d'être orientés à la baisse, tout comme le prix du pétrole et le cours de l'ensemble des matières premières. A l'inverse, le taux de change euro dollar est demeuré relativement stable sur la fin de l'année 2008 et le début de l'année 2009, dans une fourchette située entre 1,2 et 1,4.

Ralentissement progressif de l'activité bancaire locale

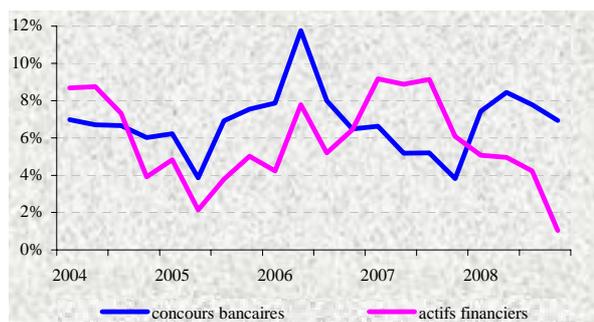
Indice du climat des affaires en Polynésie française



* Calculé à partir de l'enquête de conjoncture de l'IEOM.

Confrontée à un climat des affaires atone et à une perte de confiance des ménages et des entreprises, l'activité des établissements de crédit de la place polynésienne s'est progressivement ralentie au cours des deux derniers trimestres de l'année 2008, tant au niveau de la collecte de dépôts que de l'octroi de crédits. Toutefois, le rythme de croissance de l'encours global des crédits est resté supérieur sur l'année entière en 2008 à celui observé en 2007, en raison d'une forte demande de crédits de trésorerie des entreprises au cours du premier semestre et de la progression des crédits à l'habitat des ménages au second semestre.

Evolution en glissement annuel



Faible rythme de croissance de l'épargne des ménages

Au 31 décembre 2008, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques polynésiens a représenté un volume de 472,6 milliards de F CFP. Leur encours n'a augmenté que de 1 % en glissement annuel, à un rythme nettement inférieur à celui de 2007 (+ 6,1 %).

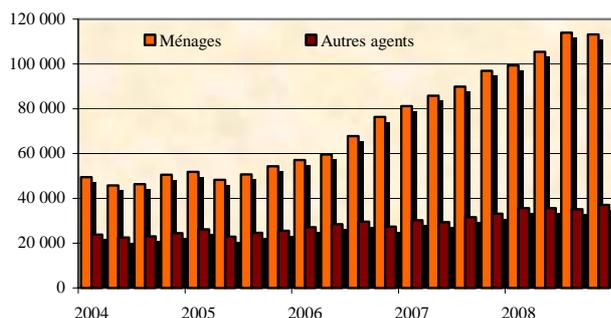
L'épargne des ménages a faiblement progressé en 2008, de 0,4 % par rapport à 2007, principalement

en raison du recul de leur épargne à long terme (- 15,6 %). En effet, la chute des marchés financiers internationaux en 2008 a pesé sur la valorisation de certains actifs, notamment des portefeuilles de valeurs mobilières non monétaires qui affichent une diminution de 53,4 % sur un an et de 17,5 % sur les trois derniers mois de l'année. Il en est de même pour les contrats d'assurance-vie, dont l'encours recule de plus de 11 % sur le dernier trimestre et de 7,7 % en l'espace d'un an.

A la faveur d'une forte hausse sur le seul dernier trimestre de l'année (+ 5,5 % entre septembre et décembre 2008), les dépôts à vue ont crû de 2,7 % en glissement annuel. Quant aux dépôts à terme, leur rythme de croissance annuel s'est ralenti en 2008 (+ 16,7 %, contre + 26,9 % en 2007). La diminution de leur encours sur les trois derniers mois de l'année (-0,8 %) pourrait s'expliquer par un arbitrage opéré par les ménages au bénéfice des dépôts à vue et des comptes d'épargne à régime spécial devant la forte baisse de la rémunération des dépôts à terme en fin d'année.

Les avoirs financiers des sociétés non financières se sont repliés de 3,8 % entre 2007 et 2008, principalement en raison de la baisse de l'encours des dépôts à vue (- 8,1 %). En revanche, les comptes à terme ont augmenté de 11,7 % en glissement annuel, mais à un rythme nettement moindre qu'en 2007 (+ 21,2 %).

Encours des comptes à terme (en millions de F CFP)



Hausse modérée des crédits bancaires

Les statistiques ne reflètent pas de diminution sensible de l'octroi de crédits bancaires. En effet, avec un encours global de 546 milliards de F CFP au 31 décembre 2008, les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit se sont inscrits en hausse de 6,9 %, sur un rythme annuel plus rapide que celui de décembre 2007 (+ 3,8 %). Toutefois, un ralentissement progressif de la croissance des encours de crédits est observé depuis juin 2008 (+8,4 %, contre + 7,8 % en septembre).

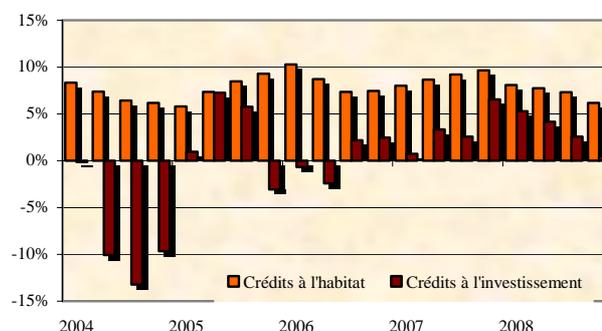
L'encours sain des ménages s'est élevé à 263,6 milliards de F CFP au quatrième trimestre 2008, soit une hausse de 5,5 % par rapport à décembre 2007. Cette bonne orientation est principalement liée à celle des crédits à l'habitat (58 % de l'encours des ménages) qui progressent de 6,2 % en glissement annuel, à un rythme cependant en constante diminution depuis un an¹. Toutefois, la reconduction des dispositifs de prêt à l'habitat bonifié (PHB) et de prêt à l'aménagement bonifié (PAB) en novembre 2008 a fortement stimulé l'investissement des ménages : sur les trois derniers mois de l'année, les crédits à l'habitat ont progressé de près de 3 milliards de F CFP.

Les crédits à la consommation des ménages ont progressé de 5,5 % en 2008 (+ 9 % en 2007), fortement soutenus par les crédits de trésorerie (+ 6,5 %).

L'encours des crédits consentis aux entreprises par les établissements de crédits de la place s'est établi à 177,3 milliards de F CFP, en augmentation de 6,3 %. Après une forte croissance des besoins de trésorerie des entreprises au cours du deuxième trimestre 2008 (+ 8,8 % en trois mois), les encours de crédit d'exploitation ont enregistré deux trimestres consécutifs de baisse. En glissement annuel, ils ont néanmoins crû de 3,9 %, principalement sous l'impulsion des crédits de trésorerie (+ 15,3 %), les chefs d'entreprises privilégiant ce mode de financement plutôt que le recours au découvert bancaire (- 9,2 %).

Les crédits d'investissement des entreprises se sont faiblement accrus, de l'ordre de 0,5 % en rythme annuel. A l'instar des crédits à l'habitat, leur taux de croissance annuel est en baisse continue depuis décembre 2007².

Crédits d'investissement des ménages et des entreprises (croissance en glissement annuel)

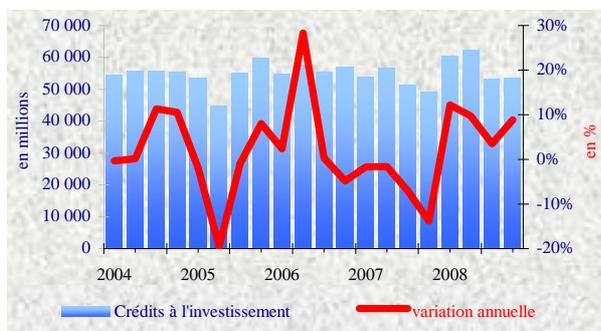


¹ + 9,7 % en décembre 2007, puis + 8,1 % en mars 2008, + 7,7 % en juin et + 7,3 % en septembre.

² + 6,6 % en décembre 2007, puis + 5,3 % en mars 2008, + 4,2 % en juin et + 2,6 % en septembre.

S'agissant des collectivités locales, les efforts d'investissement ont repris après une baisse significative en septembre. Entre décembre 2007 et décembre 2008, les crédits d'investissement ont augmenté de 8,9 %.

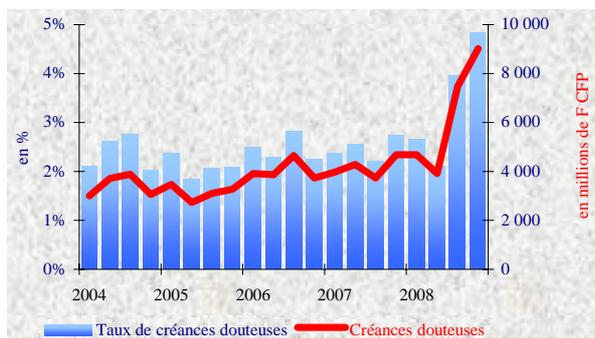
Evolution des crédits d'investissement des collectivités locales



Forte augmentation des créances douteuses des entreprises

La qualité des risques des établissements de crédit de la place s'est sensiblement dégradée au cours du second semestre 2008. De l'ordre de 24,8 milliards de F CFP en juin, les créances douteuses brutes enregistrées par les banques de la place sont passées à 28,9 milliards en septembre, puis à 31 milliards en décembre 2008, soit une progression de 25,3 % sur l'année 2008. Cette évolution de la sinistralité concerne plus particulièrement les entreprises des secteurs en grande difficulté tels que la perliculture et l'hôtellerie.

Evolution des créances douteuses des entreprises

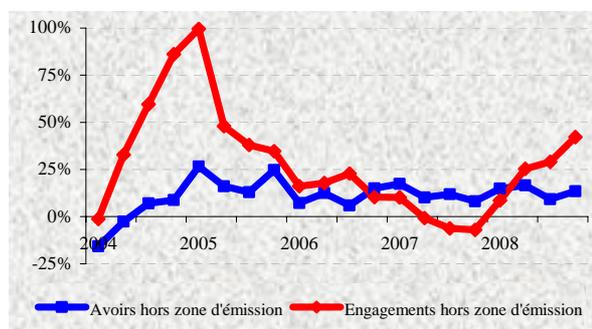


Evolution négative de la position extérieure nette du système bancaire

La masse monétaire M3 a continué d'augmenter au quatrième trimestre 2008 (+ 5,7 % en rythme annuel), portée par la vigueur des dépôts à terme (+ 18,4 % en glissement annuel).

Les engagements hors zone du système bancaire ont continué de croître au quatrième trimestre 2008, de 42,3 % en un an et de 7,5 % en trois mois. Quant à leurs avoirs hors zone d'émission, ils ont progressé de 20,8 % en rythme annuel et de 14 % par rapport au précédent trimestre.

Taux de croissance annuel des avoirs et engagements HZE des banques locales



Au final, la position extérieure nette est passée de - 14 milliards de F CFP au 30 septembre 2008 à - 9,2 milliards en décembre 2008.

Position extérieure nette du système bancaire (en millions de F CFP)



Annexes

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors de la collectivité.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels. Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux.

Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans la collectivité sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

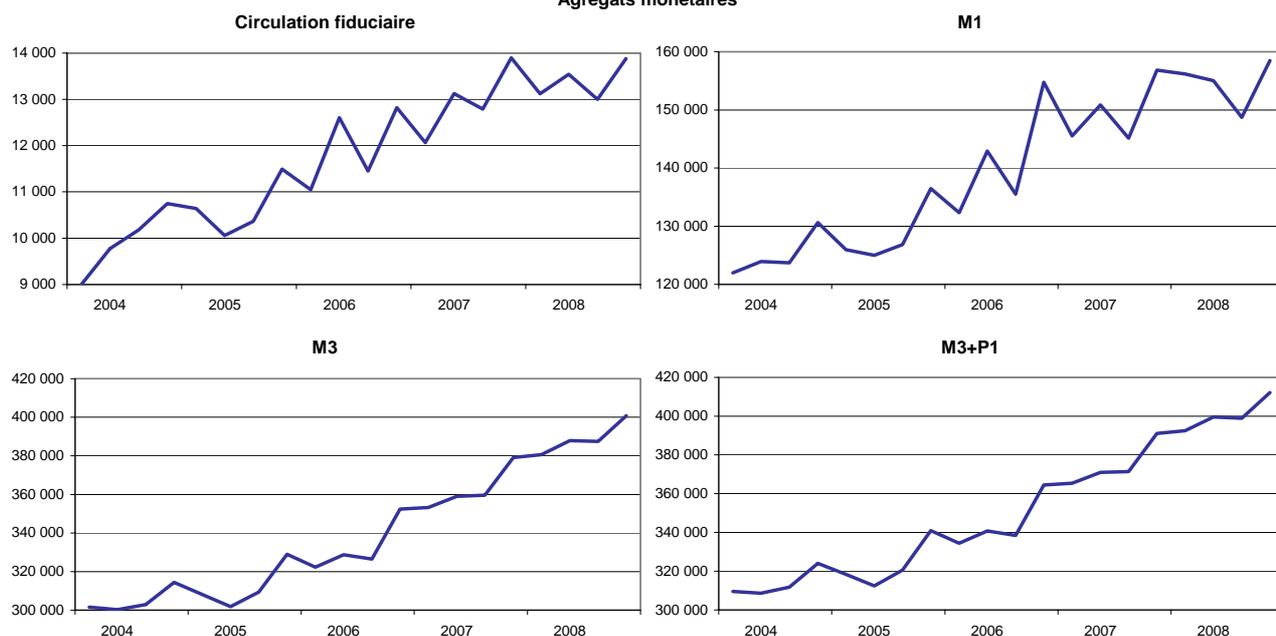
1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire

1.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-03	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an	
Circulation fiduciaire	9 977	10 748	11 491	12 822	13 899	13 119	13 541	13 001	13 879	6,8%	-0,1%	
Billets	8 401	9 126	9 781	11 027	12 003	11 225	11 638	11 083	11 925	7,6%	-0,7%	
Pièces	1 575	1 622	1 710	1 794	1 896	1 894	1 903	1 918	1 954	1,9%	3,1%	
Dépôts à vue	118 870	119 860	124 978	141 923	142 932	143 048	141 450	135 697	144 600	6,6%	1,2%	
TOTAL M1	128 846	130 608	136 468	154 744	156 831	156 167	154 991	148 698	158 479	6,6%	1,1%	
M2-M1	78 783	81 523	78 808	71 710	67 731	66 993	63 044	60 375	60 924	0,9%	-10,0%	
Comptes sur livrets	78 568	81 276	78 550	71 464	67 524	66 776	62 827	60 171	60 715	0,9%	-10,1%	
Comptes épargne logement	215	248	258	245	207	217	217	204	209	2,6%	1,0%	
TOTAL M2	207 629	212 132	215 276	226 454	224 562	223 160	218 035	209 072	219 403	4,9%	-2,3%	
M3-M2	103 770	102 268	113 655	125 994	154 523	157 408	169 839	178 325	181 395	1,7%	17,4%	
Dépôts à terme	81 786	78 169	83 298	115 116	143 963	147 197	158 113	165 817	170 432	2,8%	18,4%	
Titres de créance négociables	8 520	8 784	16 768	2 280	2 489	2 281	1 687	2 423	1 386	-42,8%	-44,3%	
Bons de caisse	13 464	15 315	13 590	8 598	8 072	7 931	10 040	10 086	9 577	-5,0%	18,7%	
Total M3	311 399	314 400	328 932	352 448	379 085	380 569	387 874	387 398	400 799	3,5%	5,7%	
P1	7 297	9 639	11 967	12 049	11 962	11 991	11 699	11 485	11 431	-0,5%	-4,4%	
Plans d'épargne logement	7 297	9 639	11 967	12 049	11 962	11 991	11 699	11 485	11 431	-0,5%	-4,4%	
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
M3+P1	318 696	324 039	340 899	364 497	391 047	392 559	399 573	398 882	412 230	3,3%	5,4%	

1.2 La circulation fiduciaire

Agrégats monétaires



Emissions de pièces	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-03	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an	
En nombre	136 005 374	141 433 065	148 725 313	155 982 284	162 455 023	164 072 183	165 786 220	166 883 103	168 914 253	1,2%	4,0%	
100 F CFP	8 592 776	8 858 906	9 367 961	9 875 001	10 484 780	10 413 534	10 429 798	10 523 764	10 775 658	2,4%	2,8%	
50 F CFP	3 731 717	3 796 765	4 012 286	4 158 044	4 414 800	4 426 050	4 470 302	4 495 057	4 561 059	1,5%	3,3%	
20 F CFP	9 863 328	10 007 420	10 471 454	10 985 979	11 466 243	11 480 495	11 587 021	11 620 266	11 796 238	1,5%	2,9%	
10 F CFP	13 499 949	13 999 484	14 659 490	15 298 496	16 016 957	16 154 958	16 252 474	16 437 282	16 630 874	1,2%	3,8%	
5 F CFP	15 204 509	15 891 331	16 766 960	17 562 171	18 382 577	18 598 978	18 787 009	18 917 409	19 166 649	1,3%	4,3%	
2 F CFP	35 626 239	37 523 814	39 404 825	41 090 333	43 019 410	43 522 912	44 023 473	44 287 364	44 734 868	1,0%	4,0%	
1 F CFP	49 486 856	51 355 345	54 042 337	57 012 260	58 670 256	59 475 256	60 236 143	60 601 961	61 248 907	1,1%	4,4%	
En millions de F CFP	1 575	1 622	1 710	1 795	1 895	1 893	1 903	1 918	1 954	1,9%	3,1%	
100 F CFP	859	886	937	988	1 048	1 041	1 043	1 052	1 078	2,4%	2,8%	
50 F CFP	187	190	201	208	221	221	224	225	228	1,5%	3,3%	
20 F CFP	197	200	209	220	229	230	232	232	236	1,5%	2,9%	
10 F CFP	135	140	147	153	160	162	163	164	166	1,2%	3,8%	
5 F CFP	76	79	84	88	92	93	94	95	96	1,3%	4,3%	
2 F CFP	71	75	79	82	86	87	88	89	89	1,0%	4,0%	
1 F CFP	49	51	54	57	59	59	60	61	61	1,1%	4,4%	

Conjoncture financière et bancaire

Emissions de billets	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-03	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an
En nombre	4 806 022	4 954 666	5 247 890	6 005 887	6 494 692	6 280 105	6 283 546	6 374 165	6 847 370	7,4%	5,4%
10 000 F CFP	660 438	693 987	866 739	1 000 054	1 058 947	995 495	982 510	982 991	1 104 268	12,3%	4,3%
5 000 F CFP	632 542	595 542	515 427	604 461	634 538	550 092	509 184	527 585	608 774	15,4%	-4,1%
1 000 F CFP	2 386 397	2 516 734	2 663 055	3 046 269	3 324 523	3 237 435	3 271 268	3 328 594	3 555 708	6,8%	7,0%
500 F CFP	1 126 645	1 148 403	1 202 669	1 355 103	1 476 684	1 497 083	1 520 584	1 534 995	1 578 620	2,8%	6,9%
En millions de F CFP	12 717	13 009	14 509	16 747	17 825	16 691	16 403	16 564	18 432	11,3%	3,4%
10 000 F CFP	6 604	6 940	8 667	10 001	10 589	9 955	9 825	9 830	11 043	12,3%	4,3%
5 000 F CFP	3 163	2 978	2 577	3 022	3 173	2 750	2 546	2 638	3 044	15,4%	-4,1%
1 000 F CFP	2 386	2 517	2 663	3 046	3 325	3 237	3 271	3 329	3 556	6,8%	7,0%
500 F CFP	563	574	601	678	738	749	760	767	789	2,8%	6,9%

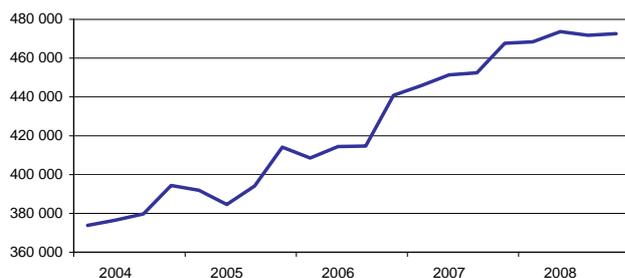
1.3 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-03	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	69 988	76 112	94 865	109 092	117 888	122 781	123 314	110 165	133 711	21,4%	13,4%
Institut d'émission	18 555	19 137	21 116	28 623	30 437	29 271	27 738	17 508	28 099	60,5%	-7,7%
Etablissements de crédit	51 434	56 975	73 749	80 469	87 452	93 509	95 576	92 657	105 612	14,0%	20,8%
Créances du Trésor public	5 736	6 117	6 134	7 259	6 019	8 624	8 788	8 086	6 885	-14,9%	14,4%
Concours sur ressources monétaires	235 674	232 171	227 932	236 096	255 178	249 163	255 773	269 147	260 201	-3,3%	2,0%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	320 375	346 949	374 671	403 704	429 326	435 616	448 762	455 412	458 430	0,7%	6,8%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	84 700	114 778	146 739	167 607	174 148	186 452	192 990	186 265	198 229	6,4%	13,8%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	24 119	22 573	22 699	28 672	32 301	32 206	34 127	34 650	34 512	-0,4%	6,8%
Provisions sur créances douteuses	10 423	11 394	12 675	14 751	14 782	15 369	15 520	15 956	16 761	5,0%	13,4%
Engagements hors zone d'émission	31 394	58 415	78 717	86 790	80 723	97 474	103 405	106 848	114 829	7,5%	42,3%
Epargne contractuelle	7 297	9 639	11 968	12 049	11 962	11 991	11 699	11 485	11 433	-0,5%	-4,4%
Divers	11 500	12 756	20 681	25 346	34 380	29 412	28 238	17 327	20 694	19,4%	-39,8%
Total M3	311 399	314 400	328 931	352 448	379 085	380 569	387 874	387 398	400 797	3,5%	5,7%
Position extérieure nette	20 039	-1 440	-4 967	-6 321	6 728	-3 965	-7 829	-14 191	-9 217	-35,0%	-237,0%

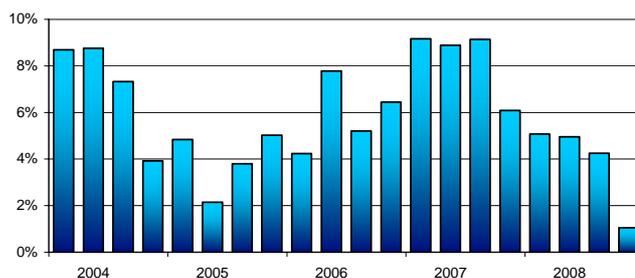
2. Les avoirs financiers des agents économiques

Actifs par agent	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-03	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc.-08	1 trim	1 an
Sociétés	94 134	91 140	100 130	95 852	103 535	100 259	99 667	94 722	99 581	5,1%	-3,8%
Dépôts à vue	49 613	48 470	49 722	56 668	57 660	52 174	51 073	47 598	53 007	11,4%	-8,1%
Placements liquides ou à court terme	44 289	41 566	50 391	38 216	44 757	47 408	47 825	46 566	46 113	-1,0%	3,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	2	2	2	2	0	0	0	-1,1%	-84,9%
Placements indexés sur les taux du marché	44 289	41 566	50 390	38 215	44 754	47 406	47 825	46 565	46 113	-1,0%	3,0%
dont comptes à terme	24 709	24 501	25 547	27 379	33 177	35 595	35 693	35 113	37 046	5,5%	11,7%
dont OPCVM monétaires	6 649	1 315	3 173	4 965	5 393	5 833	5 143	3 878	3 022	-22,1%	-44,0%
dont certificats de dépôts	8 520	8 784	16 768	2 280	2 489	2 281	1 687	2 423	1 386	-42,8%	-44,3%
Epargne à long terme	232	1 104	17	967	1 118	677	768	560	460	-17,8%	-58,9%
dont OPCVM non monétaires	115	1 104	3	841	983	548	639	441	330	-25,3%	-66,4%
Ménages	259 308	265 327	279 371	298 945	315 699	316 304	318 172	320 601	317 076	-1,1%	0,4%
Dépôts à vue	58 848	61 208	65 829	71 403	70 227	71 079	71 306	68 324	72 112	5,5%	2,7%
Placements liquides ou à court terme	146 642	142 428	143 926	155 647	171 881	174 781	177 067	184 330	182 871	-0,8%	6,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	77 050	79 272	76 526	69 755	65 649	64 919	61 083	58 125	58 587	0,8%	-10,8%
Livrets ordinaires	76 835	79 026	76 039	69 470	65 408	64 665	60 828	57 925	58 381	0,8%	-10,7%
Comptes d'épargne logement	215	246	250	243	204	213	214	200	206	2,7%	1,0%
Placements indexés sur les taux du marché	69 592	63 156	67 401	85 892	106 232	109 862	115 984	126 205	124 284	-1,5%	17,0%
dont comptes à terme	53 178	50 516	54 297	76 368	96 949	99 298	105 358	114 005	113 132	-0,8%	16,7%
dont bons de caisse	8 728	8 040	8 454	4 812	4 181	4 054	4 568	4 788	4 782	-0,1%	14,4%
dont OPCVM monétaires	7 374	4 301	4 426	4 518	4 910	6 335	5 897	7 270	6 237	-14,2%	27,0%
Epargne à long terme	53 818	61 691	69 616	71 895	73 592	70 444	69 798	67 946	62 094	-8,6%	-15,6%
Plans d'épargne logement	7 297	9 633	11 951	12 013	11 906	11 955	11 665	11 428	11 393	-0,3%	-4,3%
Plans d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres comptes d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Portefeuille-titres	5 631	5 499	5 217	4 170	3 111	2 550	2 247	2 045	2 750	34,5%	-11,6%
OPCVM non monétaires	12 953	14 145	14 847	14 940	13 417	10 165	9 122	7 580	6 250	-17,5%	-53,4%
Contrats d'assurance-vie	27 936	32 414	37 601	40 772	45 158	45 773	46 764	46 892	41 700	-11,1%	-7,7%
Autres agents	26 031	24 974	34 639	46 022	48 434	51 927	55 880	56 435	55 905	-0,9%	15,4%
Dépôts à vue	10 409	10 182	9 427	13 851	15 045	19 795	19 070	19 775	19 481	-1,5%	29,5%
Placements liquides ou à court terme	6 761	6 620	11 013	18 265	20 585	19 709	24 576	23 099	25 020	8,3%	21,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 733	2 258	2 280	1 953	2 101	2 072	1 960	2 306	2 375	3,0%	13,1%
Placements indexés sur les taux du marché	5 029	4 362	8 733	16 311	18 484	17 637	22 616	22 367	22 645	1,2%	22,5%
dont comptes à terme	3 899	3 152	3 454	11 368	13 837	12 305	17 062	16 700	20 254	21,3%	46,4%
Epargne à long terme	8 861	8 172	14 199	13 906	12 804	12 422	12 233	11 987	11 404	-4,9%	-10,9%
TOTAL	379 474	394 341	414 140	440 819	467 668	468 489	473 718	471 759	472 562	0,2%	1,0%
Dépôts à vue	118 870	119 860	124 978	141 923	142 932	143 048	141 450	135 697	144 600	6,6%	1,2%
Placements liquides ou à court terme	197 693	190 614	205 331	212 128	237 222	241 898	249 468	245 366	254 004	3,5%	7,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	78 783	81 530	78 807	71 710	67 752	66 993	63 044	60 431	60 962	0,9%	-10,0%
Placements indexés sur les taux du marché	120 017	109 084	126 524	140 418	169 470	174 905	186 424	195 137	193 042	-1,1%	13,9%
Epargne à long terme	118 910	81 050	83 832	86 768	87 514	83 543	82 799	80 493	73 957	-8,1%	-15,5%

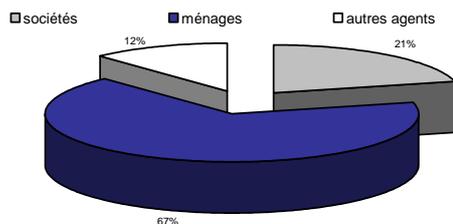
Total des actifs financiers



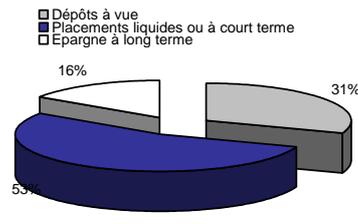
Variations sur un an



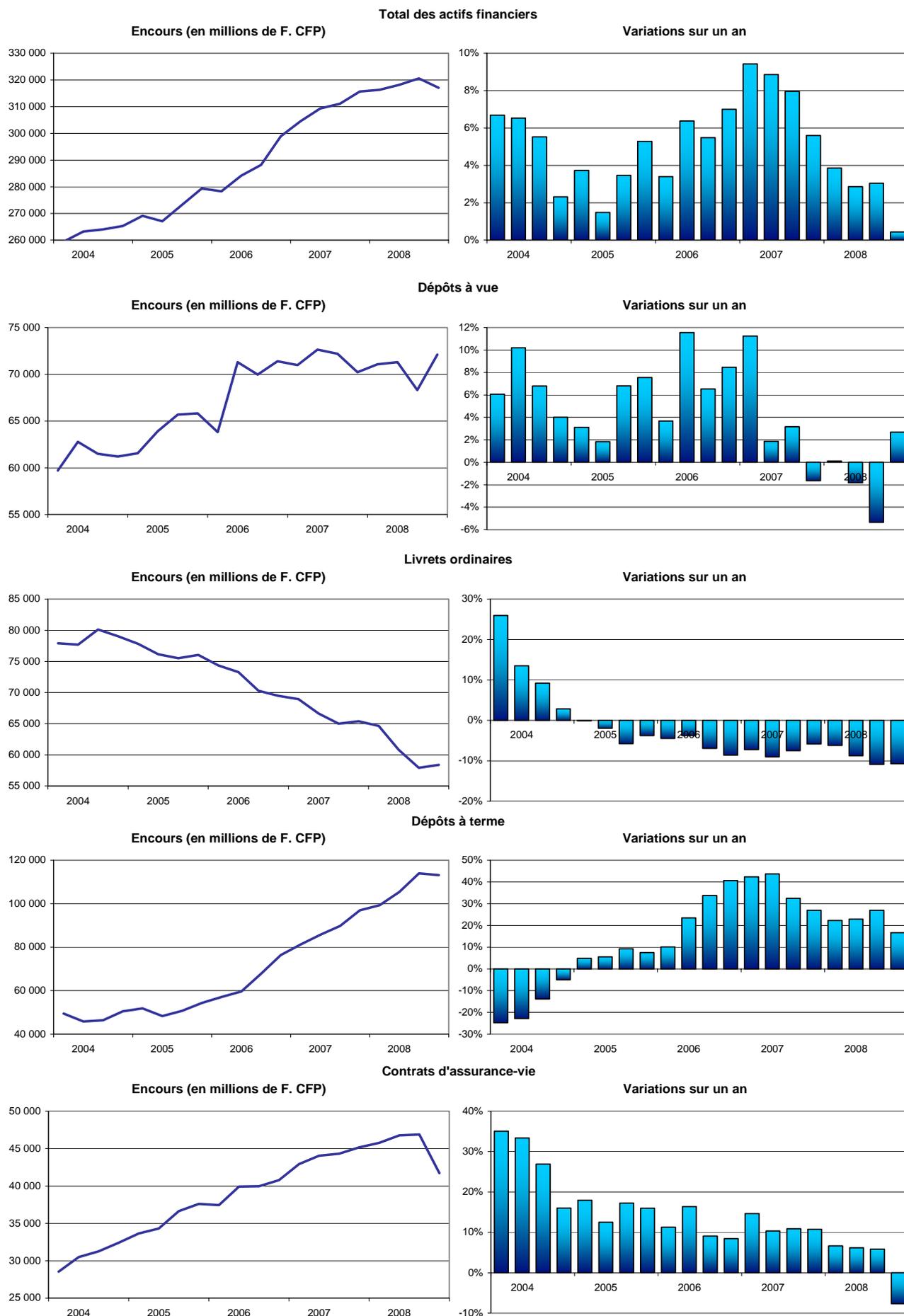
Répartition des actifs financiers par agent économique déc-08



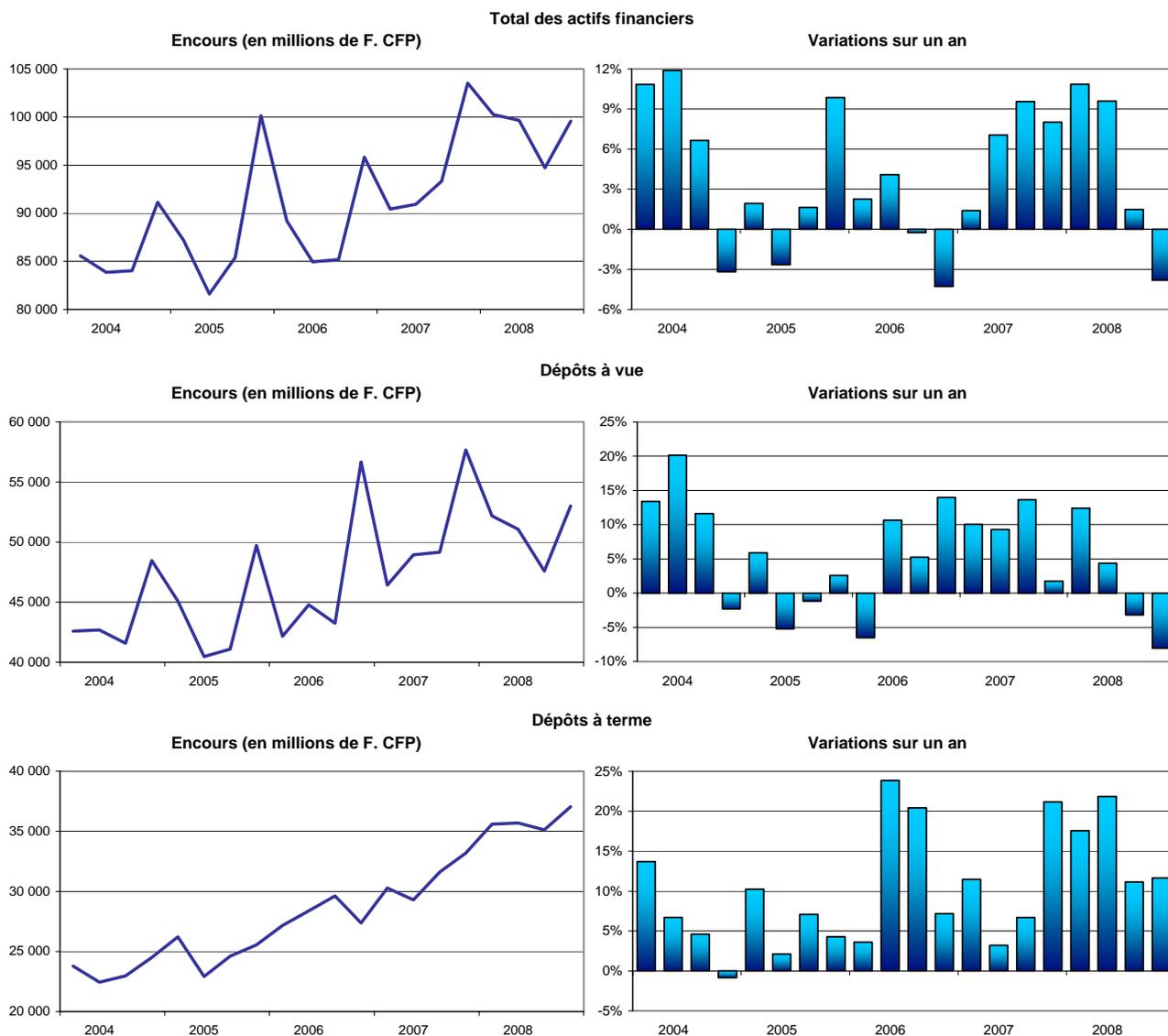
Répartition des actifs financiers par nature déc-08



2.1 Les avoirs des ménages



2.2 Les avoirs des sociétés

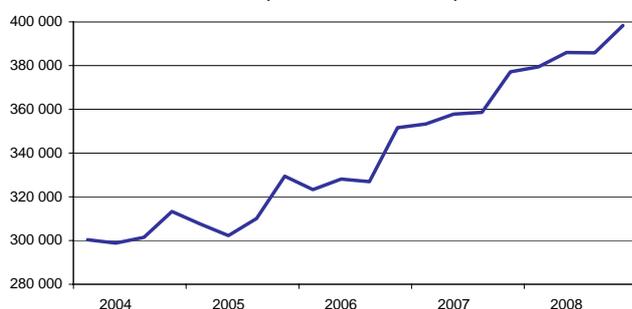


2.3 Les avoirs par nature

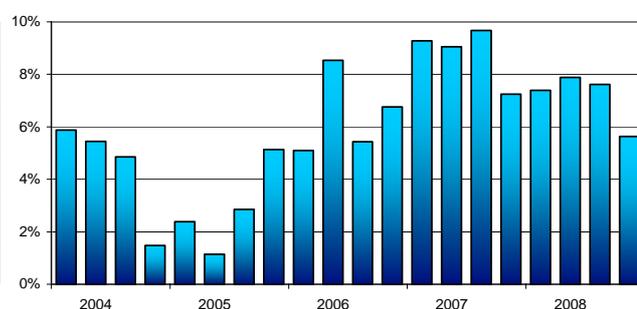
Actifs par nature	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-03	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc.-08	1 trim	1 an	
Dépôts locaux	308 719	313 291	329 358	351 628	377 104	379 394	385 981	385 882	398 351	3,2%	5,6%	
Dépôts à vue	118 870	119 860	124 978	141 923	142 932	143 048	141 450	135 697	144 600	6,6%	1,2%	
Comptes d'épargne à régime spécial	86 080	91 163	90 725	83 711	79 649	78 937	74 692	71 859	72 355	0,7%	-9,2%	
Livrets ordinaires	78 010	80 414	77 772	71 639	67 439	66 589	62 722	59 003	59 505	0,9%	-11,8%	
Comptes d'épargne logement	215	246	258	245	207	217	217	200	206	2,7%	-0,5%	
Plans d'épargne logement	7 297	9 633	11 967	12 049	11 941	11 991	11 699	11 428	11 393	-0,3%	-4,6%	
Dépôts à terme	81 786	78 169	83 298	115 116	143 963	147 197	158 113	165 817	170 432	2,8%	18,4%	
Bons de caisse	13 464	15 315	13 590	8 598	8 072	7 931	10 040	10 086	9 577	-5,0%	18,7%	
Titres de créances négociables	8 520	8 784	16 768	2 280	2 489	2 281	1 687	2 423	1 386	-42,8%	-44,3%	
Epargne hors zone d'émission	70 754	81 050	84 782	89 191	90 564	89 095	87 737	85 877	74 211	-13,6%	-18,1%	
Actions	2 407	2 571	2 644	3 059	2 855	2 387	2 189	1 968	1 692	-14,1%	-40,8%	
Obligations	3 414	3 191	2 866	1 332	481	364	245	248	1 232	396,1%	156,0%	
OPCVM monétaires	15 140	12 110	12 868	14 424	14 947	17 497	16 585	16 812	11 647	-30,7%	-22,1%	
OPCVM non monétaires	21 857	30 717	28 753	29 556	27 078	23 028	21 903	19 956	17 941	-10,1%	-33,7%	
Contrats d'assurance-vie	27 936	32 462	37 601	40 772	45 158	45 773	46 764	46 892	41 700	-11,1%	-7,7%	
TOTAL	348 219	394 341	414 140	440 819	467 668	468 489	473 718	471 759	472 562	0,2%	1,0%	

Dépôts locaux

Encours (en millions de F. CFP)

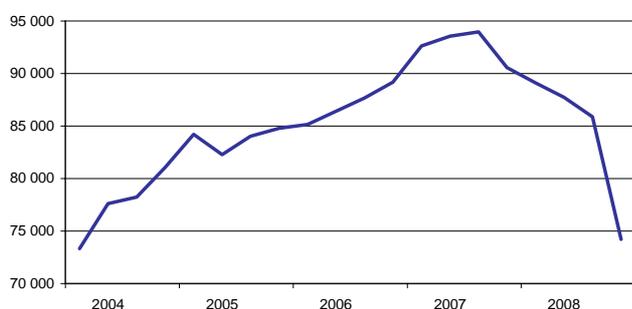


Variations sur un an

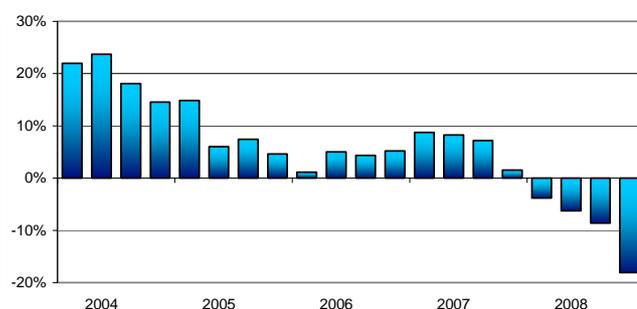


Epargne HZE

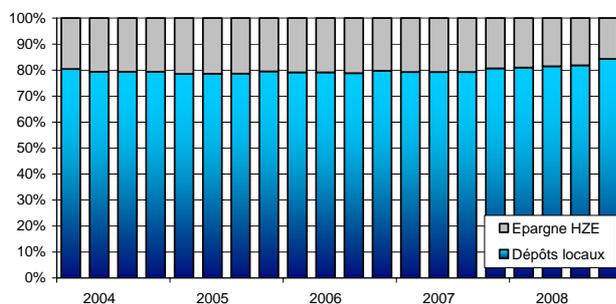
Encours (en millions de F. CFP)



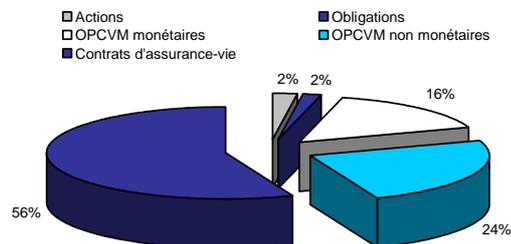
Variations sur un an



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



Répartition de l'épargne HZE
déc-08



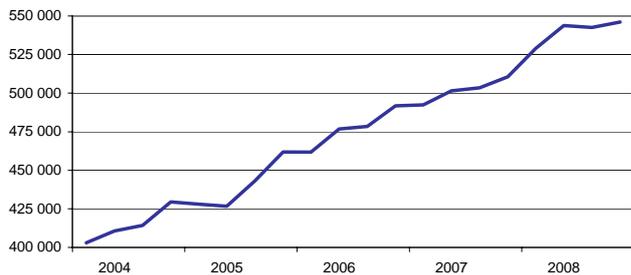
3. L'endettement des agents économiques

3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

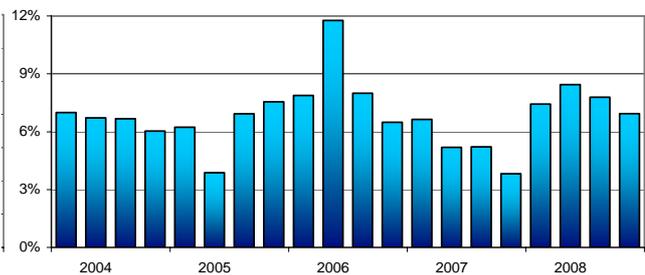
Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-03	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an
Entreprises	145 979	148 020	153 450	162 562	166 802	172 320	181 823	181 047	177 290	-2,1%	6,3%
Crédits d'exploitation	52 297	57 561	61 975	67 990	68 356	71 292	77 608	76 336	70 998	-7,0%	3,9%
<i>Créances commerciales</i>	3 504	3 092	3 593	4 132	4 669	4 589	4 591	4 510	4 175	-7,4%	-10,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	33 912	36 868	43 751	36 698	36 729	36 426	42 699	43 115	42 359	-1,8%	15,3%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	4 712	4 961	6 081	8 125	4 863	5 210	4 982	4 488	4 695	4,6%	-3,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	14 881	17 601	14 632	27 160	26 958	30 277	30 318	28 711	24 465	-14,8%	-9,2%
<i>Affecturage</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	61 586	55 634	53 925	55 267	58 898	58 767	58 309	58 410	59 207	1,4%	0,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	60 005	53 617	51 806	53 136	57 148	56 906	56 580	56 617	57 505	1,6%	0,6%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 377	5 142	5 111	4 931	5 912	6 047	5 934	5 805	5 843	0,7%	-1,2%
<i>Crédit-bail</i>	1 582	2 017	2 120	2 131	1 750	1 860	1 729	1 793	1 702	-5,1%	-2,8%
Crédits à l'habitat	8 123	10 557	12 506	14 151	16 161	16 330	18 911	19 661	20 388	3,7%	26,2%
Autres crédits	23 972	24 268	25 043	25 154	23 387	25 931	26 996	26 639	26 696	0,2%	14,2%
Ménages	183 229	194 365	211 692	229 762	250 226	251 132	255 083	259 757	263 591	1,5%	5,3%
Crédits à la consommation	72 689	77 381	83 999	90 705	98 876	99 083	101 195	103 163	104 284	1,1%	5,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	65 772	70 148	75 584	81 929	90 487	90 886	93 305	94 796	96 401	1,7%	6,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	5 392	3 736	5 390	5 962	5 121	5 064	4 947	5 309	5 024	-5,4%	-1,9%
<i>Crédit-bail</i>	1 525	3 497	3 025	2 814	3 268	3 133	2 943	3 058	2 859	-6,5%	-12,5%
Crédits à l'habitat	104 956	111 457	121 834	130 911	143 550	144 419	146 803	149 504	152 433	2,0%	6,2%
Autres crédits	5 583	5 528	5 859	8 146	7 799	7 629	7 086	7 090	6 874	-3,1%	-11,9%
Collectivités locales	54 812	60 899	67 720	62 619	54 424	65 424	67 769	59 742	57 388	-3,9%	5,4%
Crédits d'exploitation	2 347	3 234	3 252	2 587	2 454	2 286	2 855	3 697	1 126	-69,6%	-54,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 873	2 672	3 001	2 469	2 232	2 177	2 650	2 297	814	-64,6%	-63,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	473	562	251	118	222	108	205	1 399	312	-77,7%	40,6%
Crédits d'investissement	50 052	55 321	59 764	56 893	49 045	60 227	62 123	53 165	53 400	0,4%	8,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	50 052	55 321	59 764	56 893	49 045	60 227	62 123	53 165	53 400	0,4%	8,9%
<i>Crédit-bail</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	504	559	1 148	1 778	1 815	1 813	1 795	1 794	1 824	1,7%	0,5%
Autres crédits	1 909	1 785	3 556	1 362	1 110	1 098	996	1 086	1 039	-4,3%	-6,4%
Autres agents de CCB non ventilés	4 096	7 023	8 736	13 271	14 720	14 863	14 412	13 105	16 672	27,2%	13,3%
Total encours sain	388 115	410 307	441 597	468 215	486 171	503 739	519 088	513 651	514 941	0,3%	5,9%
Créances douteuses brutes	16 902	19 126	20 255	23 592	24 432	25 212	24 785	28 944	31 064	7,3%	27,1%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5 893	7 095	7 580	8 373	9 540	9 733	9 155	12 878	14 192	10,2%	48,8%
<i>dont entreprises</i>	3 664	3 061	3 280	3 732	4 692	4 688	3 921	7 467	9 027	20,9%	92,4%
<i>dont ménages</i>	2 129	3 746	3 628	4 443	4 842	5 030	5 228	5 406	5 166	-4,5%	6,7%
<i>Provisions</i>	11 009	12 031	12 675	15 219	14 892	15 479	15 630	16 066	16 871	5,0%	13,3%
Total encours brut	405 017	429 434	461 852	491 807	510 603	528 951	543 872	542 595	546 005	0,6%	6,9%
Taux de créances douteuses	4,4%	4,7%	4,6%	5,0%	5,0%	5,0%	4,8%	5,6%	6,0%	0,4 pt	1 pt
Taux de provisionnement	65,1%	62,9%	62,6%	64,5%	61,0%	61,4%	63,1%	55,5%	54,3%	-1,2 pt	-6,6 pt

Encours de crédit brut

Encours (en millions de F. CFP)

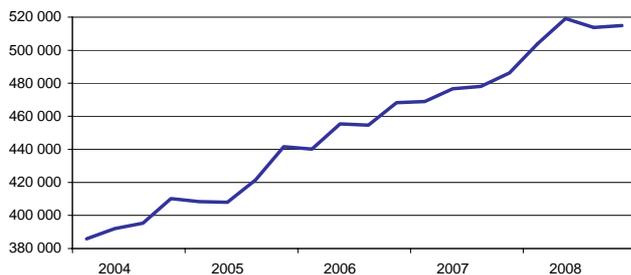


Variations sur un an

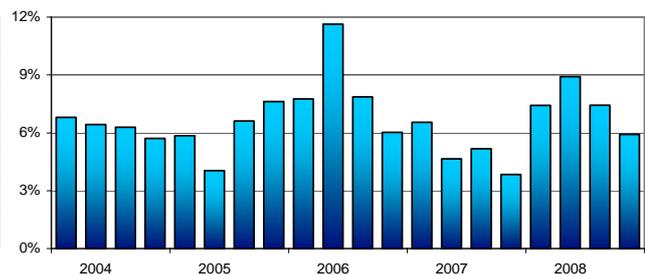


Encours de crédit sain

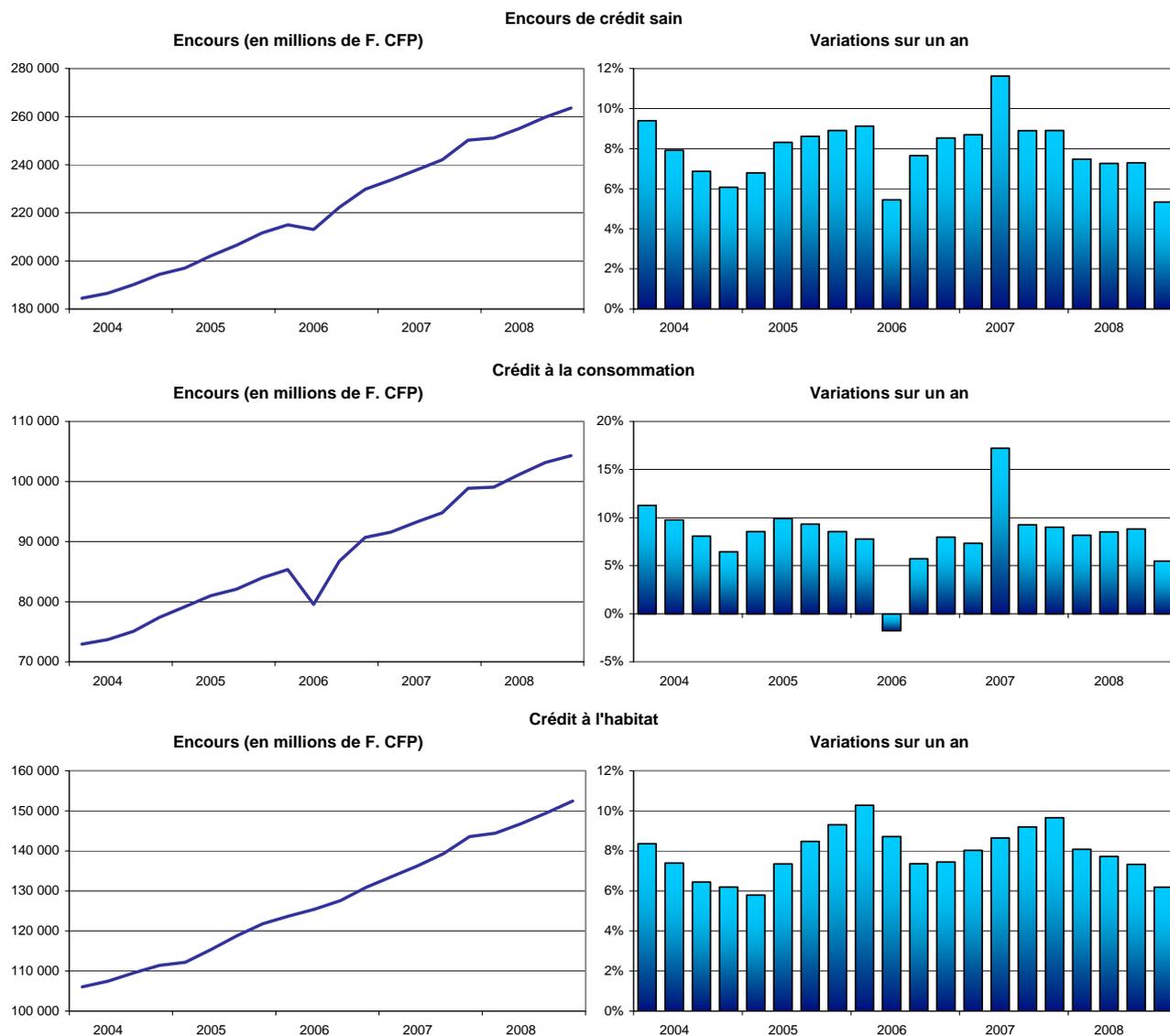
Encours (en millions de F. CFP)



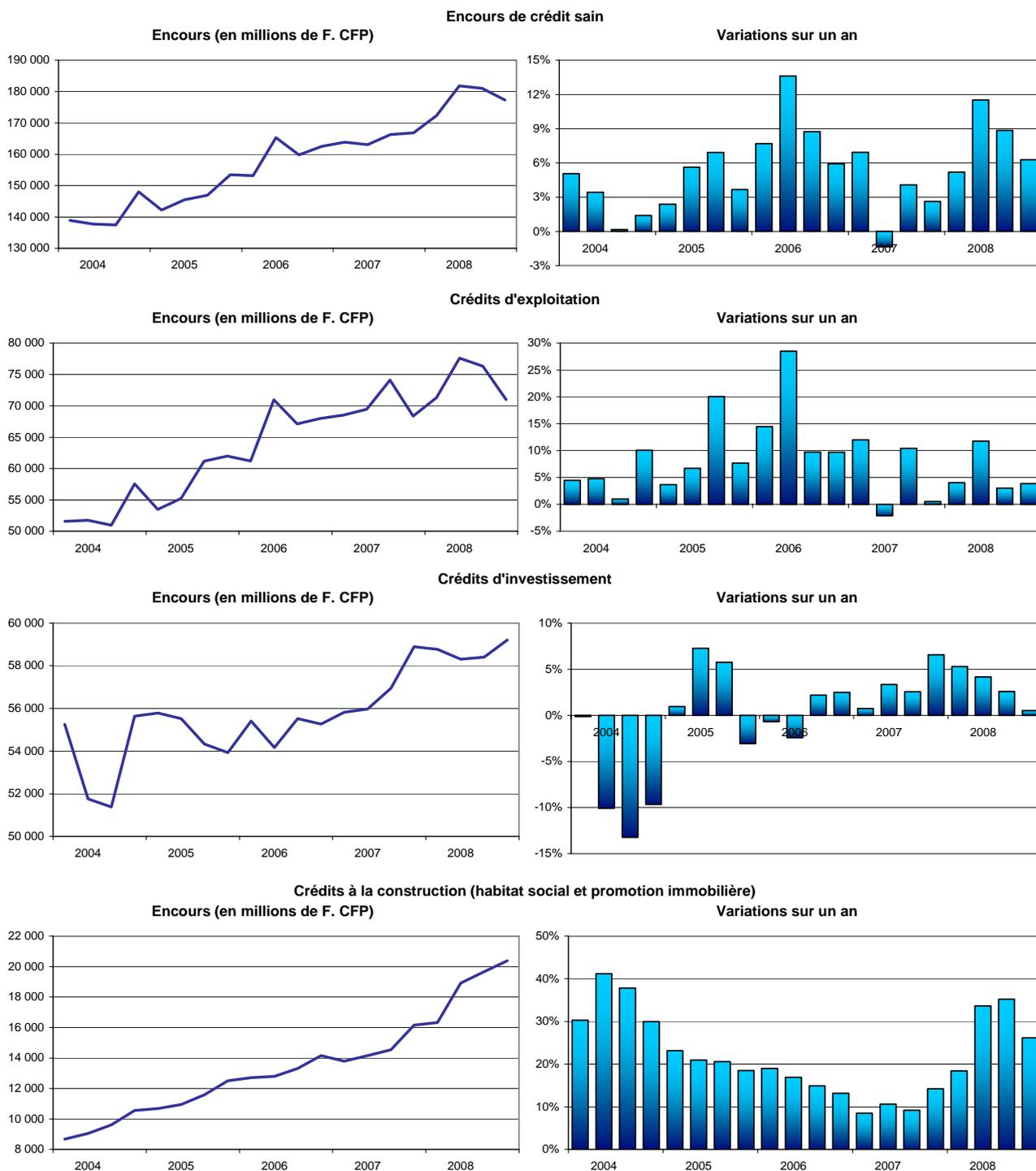
Variations sur un an



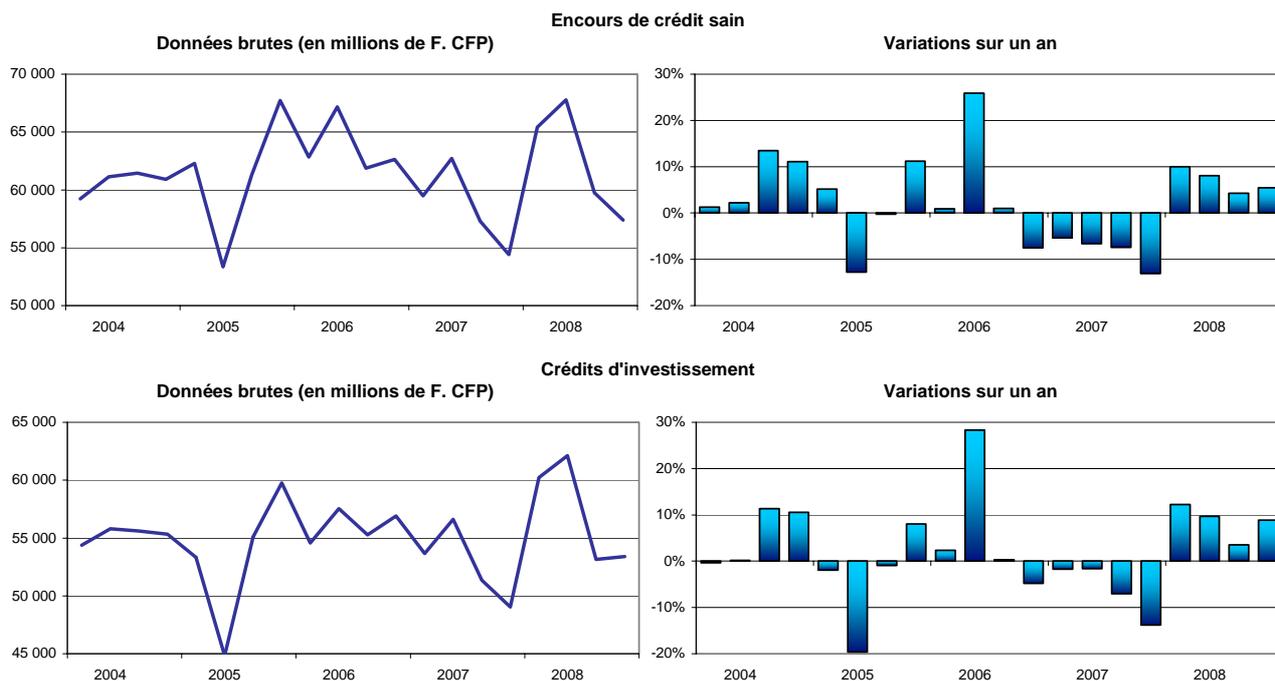
L'endettement des ménages



L'endettement des entreprises



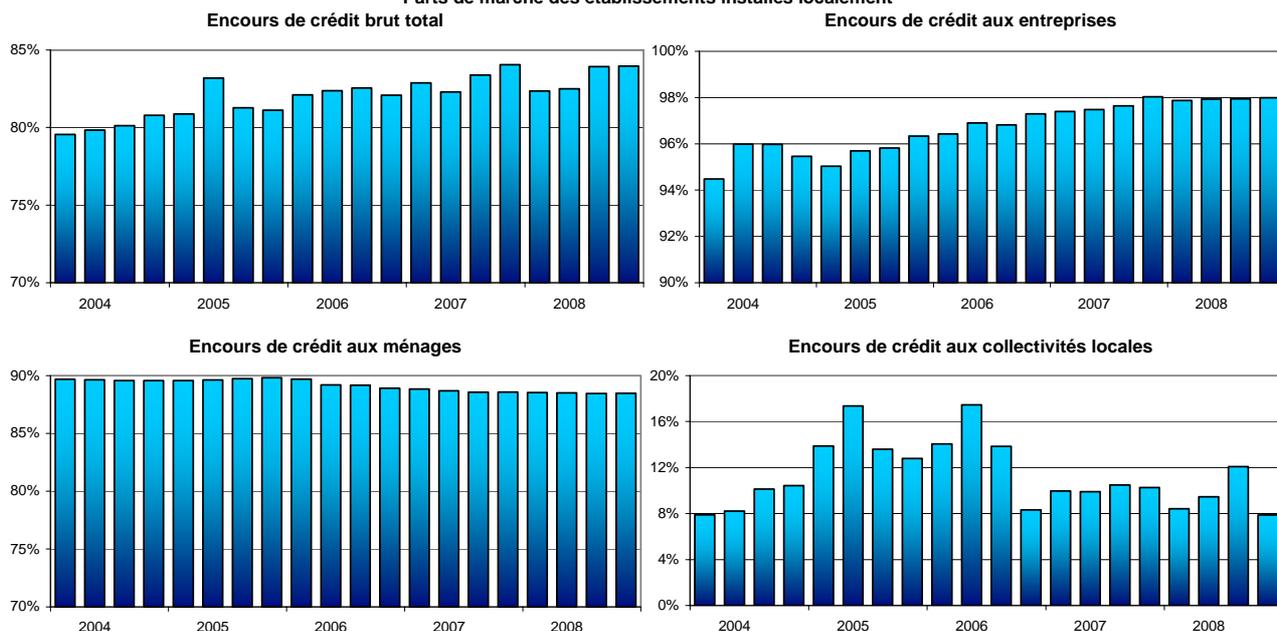
L'endettement des collectivités locales



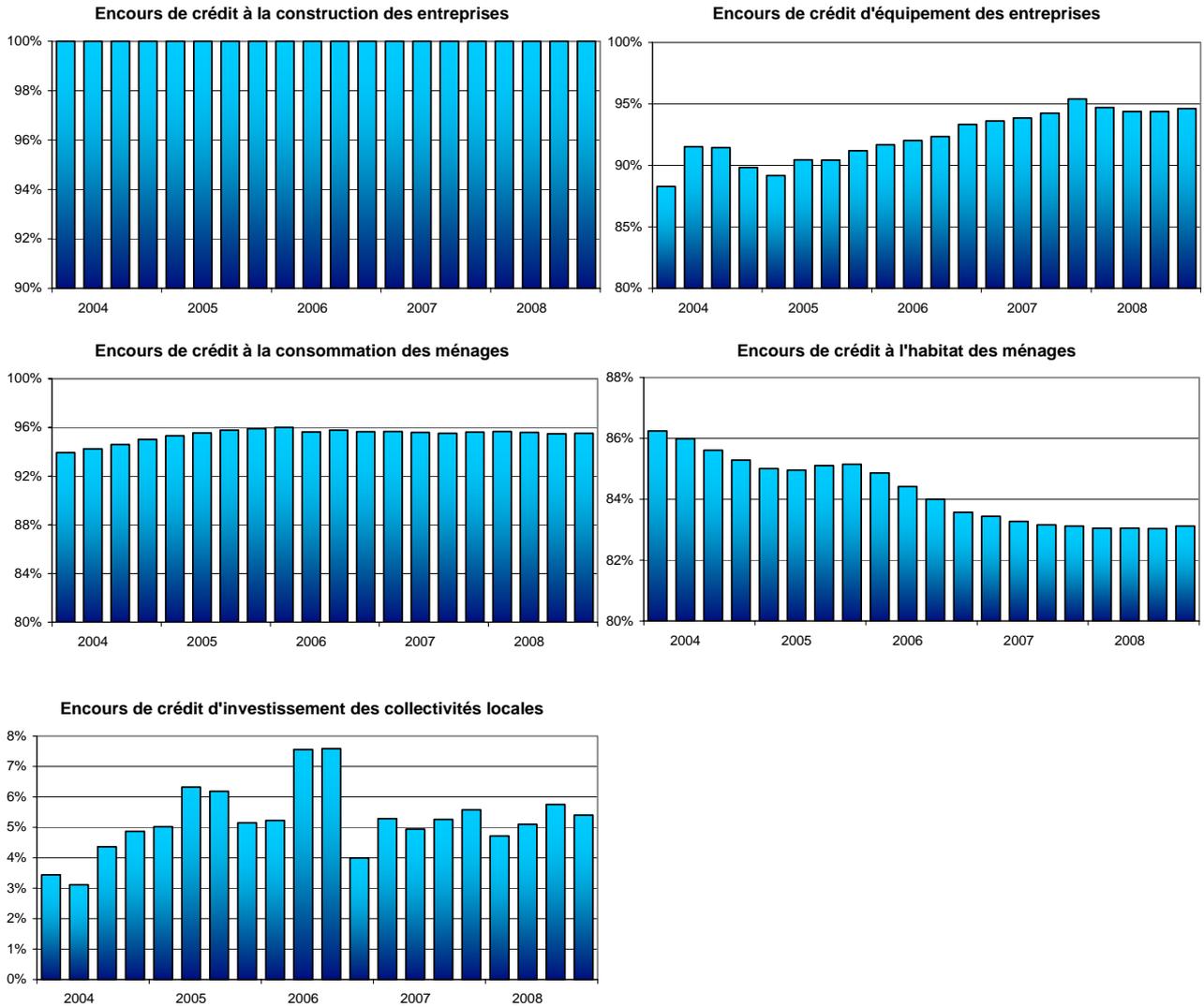
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-03	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an	
Entreprises	131 712	141 311	147 817	158 161	163 531	168 666	178 058	177 320	173 721	-2,0%	6,2%	
Crédits d'exploitation	50 469	57 546	61 975	67 990	68 356	71 292	77 608	76 336	70 998	-7,0%	3,9%	
Créances commerciales	3 504	3 092	3 593	4 132	4 669	4 589	4 591	4 510	4 175	-7,4%	-10,6%	
Crédits de trésorerie	32 084	36 853	43 751	36 698	36 729	36 426	42 699	43 115	42 359	-1,8%	15,3%	
dont entrepreneurs individuels	4 712	4 961	6 081	8 125	4 863	5 210	4 982	4 488	4 695	4,6%	-3,4%	
Comptes ordinaires débiteurs	14 881	17 601	14 632	27 160	26 958	30 277	30 318	28 711	24 465	-14,8%	-9,2%	
Affacturage	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Crédits d'investissement	50 375	49 982	49 174	51 578	56 188	55 651	55 026	55 126	56 026	1,6%	-0,3%	
Crédits à l'équipement	48 793	47 965	47 054	49 447	54 438	53 790	53 297	53 333	54 324	1,9%	-0,2%	
dont entrepreneurs individuels	5 377	5 142	5 111	4 931	5 912	6 047	5 934	5 805	5 843	0,7%	-1,2%	
Crédit-bail	1 582	2 017	2 120	2 131	1 750	1 860	1 729	1 793	1 702	-5,1%	-2,8%	
Crédits à l'habitat	8 088	10 557	12 506	14 151	16 161	16 330	18 911	19 661	20 388	3,7%	26,2%	
Autres crédits	22 779	23 227	24 162	24 442	22 826	25 393	26 513	26 196	26 308	0,4%	15,3%	
	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Ménages	164 586	174 093	190 130	204 308	221 657	222 362	225 760	229 749	233 191	1,5%	5,2%	
Crédits à la consommation	68 034	73 524	80 556	86 758	94 539	94 795	96 748	98 509	99 617	1,1%	5,4%	
Crédits de trésorerie	61 117	66 292	72 142	77 982	86 150	86 597	88 858	90 142	91 734	1,8%	6,5%	
Comptes ordinaires débiteurs	5 392	3 736	5 390	5 962	5 121	5 064	4 947	5 309	5 024	-5,4%	-1,9%	
Crédit-bail	1 525	3 497	3 025	2 814	3 268	3 133	2 943	3 058	2 859	-6,5%	-12,5%	
Crédits à l'habitat	90 989	95 059	103 744	109 403	119 319	119 938	121 926	124 150	126 700	2,1%	6,2%	
Autres crédits	5 562	5 509	5 830	8 146	7 799	7 629	7 086	7 090	6 874	-3,1%	-11,9%	
	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Collectivités locales	4 648	6 358	8 655	5 211	5 590	5 511	6 407	7 226	4 520	-37,5%	-19,1%	
Crédits d'exploitation	2 347	3 234	3 252	2 587	2 454	2 286	2 855	3 697	1 126	-69,6%	-54,1%	
Crédits de trésorerie	1 873	2 672	3 001	2 469	2 232	2 177	2 650	2 297	814	-64,6%	-63,5%	
Comptes ordinaires débiteurs	473	562	251	118	222	108	205	1 399	312	-77,7%	40,6%	
Crédits d'investissement	1 899	2 691	3 078	2 270	2 734	2 837	3 170	3 058	2 885	-5,7%	5,5%	
Crédits à l'équipement	1 899	2 691	3 078	2 270	2 734	2 837	3 170	3 058	2 885	-5,7%	5,5%	
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	74	72	71	70	69	-1,2%	-6,2%	
Autres crédits	403	433	2 326	354	329	317	311	401	440	9,6%	33,9%	
	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Autres agents de CCB non ventilés	4 096	7 023	8 736	13 271	14 556	14 456	14 232	12 675	16 501	30,2%	13,4%	
	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Total encours sain	305 042	328 785	355 338	380 951	405 333	410 995	424 457	426 969	427 932	0,2%	5,6%	
Créances douteuses brutes	15 534	18 164	19 333	22 753	23 838	24 597	24 219	28 416	30 465	7,2%	27,8%	
Créances douteuses nettes	4 974	6 770	6 659	8 001	9 057	9 228	8 699	12 460	13 704	10,0%	51,3%	
dont entreprises	3 348	3 039	3 061	3 729	4 432	4 424	3 709	7 252	8 812	21,5%	98,9%	
dont ménages	1 615	3 540	3 402	4 074	4 619	4 789	4 984	5 203	4 891	-6,0%	5,9%	
Provisions	10 559	11 394	12 675	14 751	14 782	15 369	15 520	15 956	16 761	5,0%	13,4%	
Total encours brut	320 575	346 949	374 671	403 704	429 172	435 592	448 675	455 385	458 397	0,7%	6,8%	
	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Taux de créances douteuses	4,8%	5,2%	5,2%	5,6%	5,6%	5,6%	5,4%	6,2%	6,6%	0,4 pt	1,1 pt	
Taux de provisionnement	68,0%	62,7%	65,6%	64,8%	62,0%	62,5%	64,1%	56,2%	55,0%	-1,1 pt	-7 pt	

Parts de marché des établissements installés localement



Parts de marché des établissements installés localement

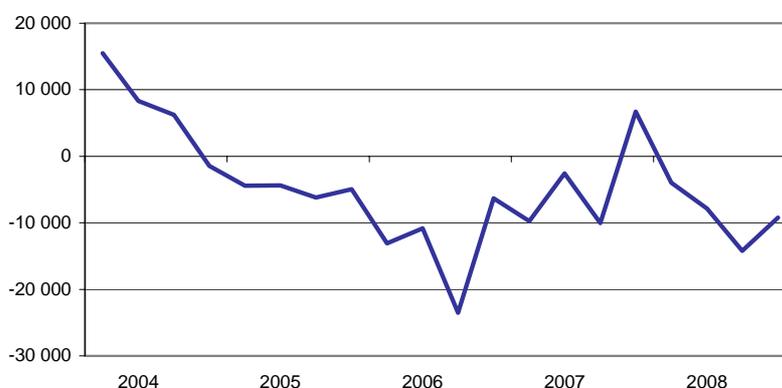


4. Le financement des crédits bancaires

4.1 L'équilibre emploi-ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-03	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an
Emplois	350 791	358 238	385 375	416 868	446 782	450 274	463 354	469 988	473 281	0,7%	5,9%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	320 375	346 949	374 671	403 704	429 326	435 616	448 762	455 412	458 430	0,7%	6,8%
Réserves obligatoires et libres	10 377	11 288	10 704	13 164	10 728	14 658	14 592	14 576	14 851	1,9%	38,4%
Position extérieure nette des EC (si positive)	20 039	0	0	0	6 728	0	0	0	0		-100,0%
Ressources	350 791	358 238	385 375	416 868	446 782	450 274	463 354	469 988	473 281	0,7%	5,9%
Dépôts collectés (- encaisses)	298 660	303 292	318 535	338 687	365 299	365 341	372 471	372 305	384 949	3,4%	5,4%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	34 542	33 967	35 373	43 423	47 082	47 576	49 647	50 606	51 273	1,3%	8,9%
Excédent des opérations diverses des EC	13 098	14 205	19 965	23 582	29 796	30 927	30 533	30 842	25 039	-18,8%	-16,0%
Réescompte	4 490	5 333	6 535	4 855	4 605	2 465	2 873	2 045	2 803	37,1%	-39,1%
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	1 440	4 967	6 321	0	3 965	7 829	14 191	9 217		-35,0%

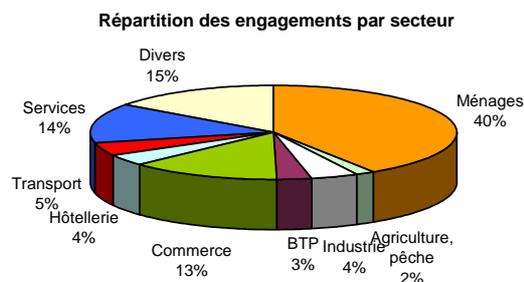
Position extérieure nette (en millions de F. CFP)



4.2 Le réescompte

Cotation et réescompte	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-03	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an
Cotation											
Nombre d'entreprises cotées	4 076	4 216	4 949	4 823	5 242	4 392	4 457	4 520	4 472	-1,1%	-14,7%
Nombre d'entreprises cotées et éligibles	1 427	1 440	1 512	1 593	1 250	1 316	1 575	1 124	1 454	29,4%	16,3%
Taux d'éligibilité	35%	34%	31%	33%	24%	30%	35%	25%	33%		
Refinancement	5 461	6 750	6 750	5 884	4 605	5 173	5 080	4 825	5 303	9,9%	15,2%
Engagements à court terme	1 837	2 086	2 086	1 945	2 036	2 219	2 311	2 361	2 744	16,2%	34,8%
Engagements à moyen terme	3 623	4 665	4 665	3 938	2 570	2 953	2 769	2 464	2 559	3,9%	-0,4%

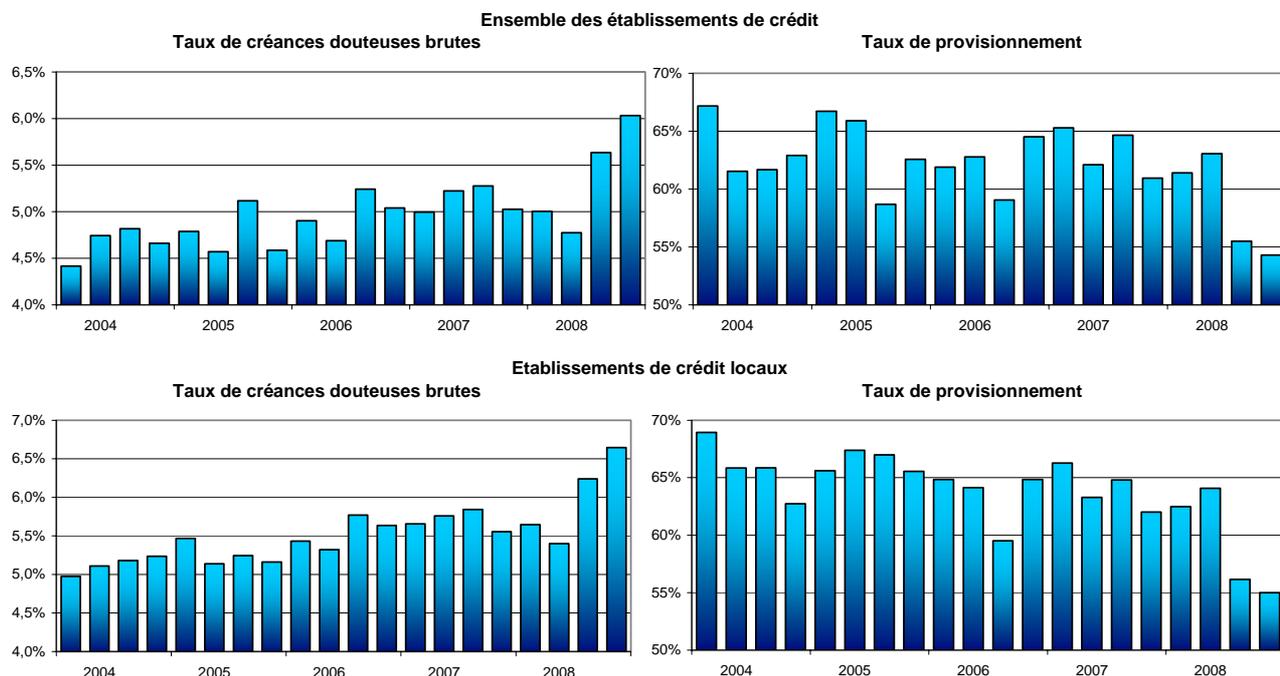
5. Les engagements sectoriels



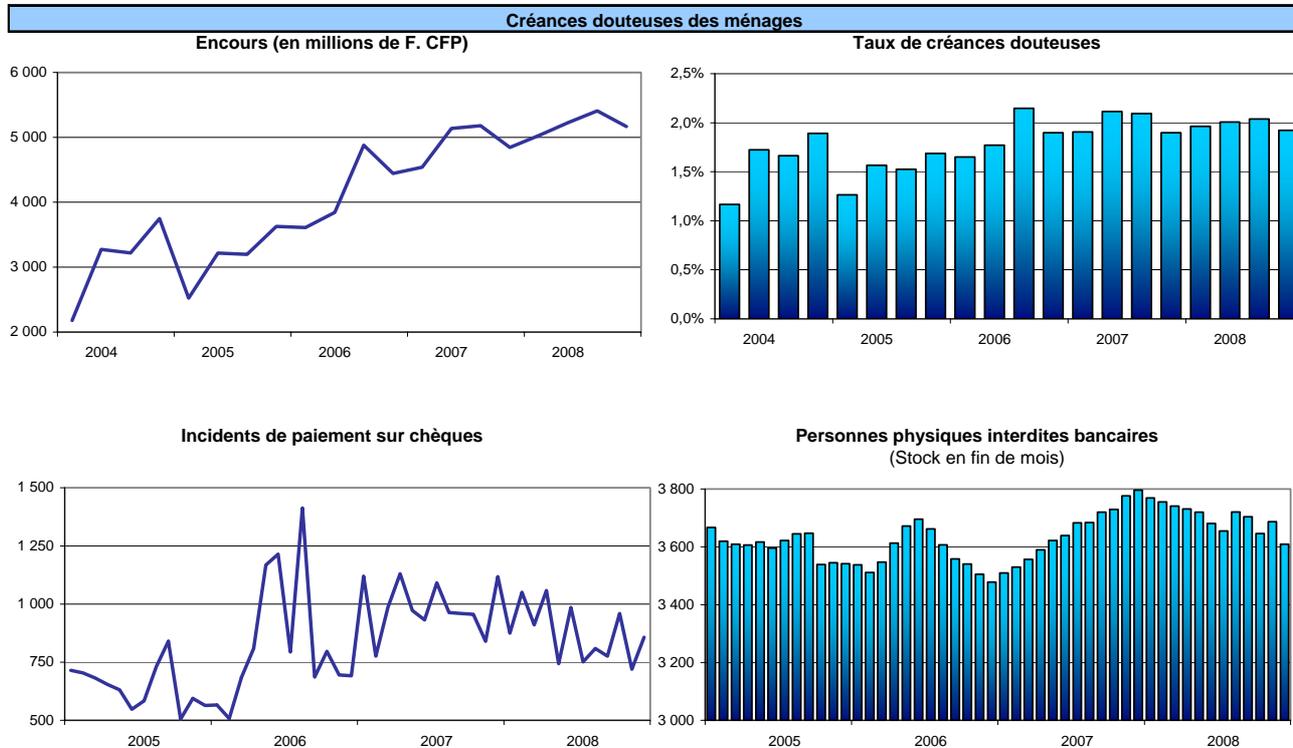
NB : Le présent graphe est à apprécier avec précaution compte tenu du caractère partiel d'un certain nombre de déclarations collectées par le Service Central des Risques.

6. Les indicateurs de vulnérabilité

6.1 Les indicateurs globaux

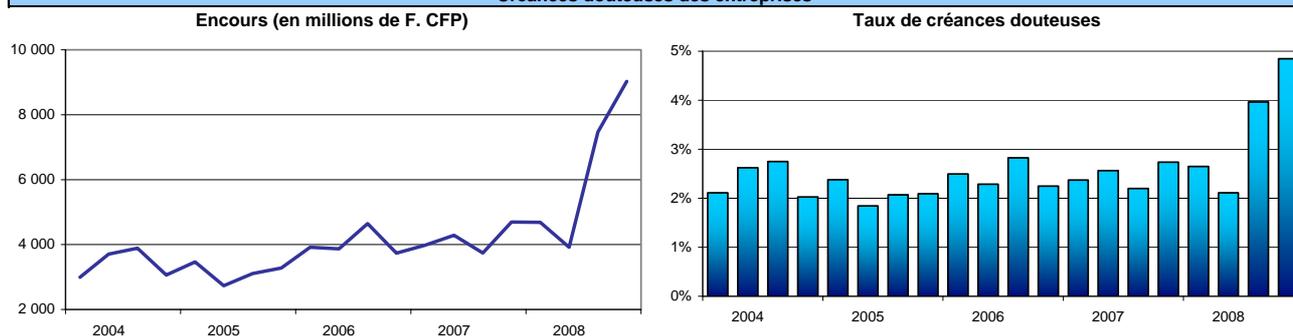


6.2 La vulnérabilité des ménages



6.3 La vulnérabilité des entreprises

Créances douteuses des entreprises



7. Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs	déc.-03	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc.-08	Variations	
										1 trim	1 an
En nombre	3 075 969	3 084 629	3 292 044	3 272 305	3 348 216	3 090 543	3 176 435	3 117 717	3 315 592	6,3%	-1,0%
Chèques	1 684 881	1 654 240	1 667 980	1 624 848	1 581 302	1 466 328	1 514 572	1 481 028	1 539 401	3,9%	-2,6%
Virements	376 494	357 211	461 010	423 414	452 698	426 536	439 202	447 716	465 365	3,9%	2,8%
Effets et avis de prélèvements	404 904	419 664	456 460	473 653	494 032	469 212	476 682	438 802	491 702	12,1%	-0,5%
Opérations monétiques	566 809	602 558	665 301	697 165	772 801	682 339	700 035	704 609	774 098	9,9%	0,2%
Autres	42 881	50 956	41 293	53 225	47 383	46 128	45 944	45 562	45 026	-1,2%	-5,0%
En millions de F CFP	262 916	262 011	278 509	297 837	303 431	267 939	283 974	295 110	318 237	7,8%	4,9%
Chèques	135 673	136 625	138 560	141 888	140 130	123 677	128 856	136 058	145 859	7,2%	4,1%
Virements	108 167	102 223	115 367	132 386	138 323	120 740	131 493	135 303	146 903	8,6%	6,2%
Effets et avis de prélèvements	11 869	13 259	13 787	14 173	15 592	15 320	14 995	15 056	16 070	6,7%	3,1%
Opérations monétiques	5 399	6 677	8 436	6 716	7 446	6 250	6 501	6 566	7 366	12,2%	-1,1%
Autres	1 808	3 226	2 360	2 674	1 940	1 953	2 128	2 126	2 039	-4,1%	5,1%

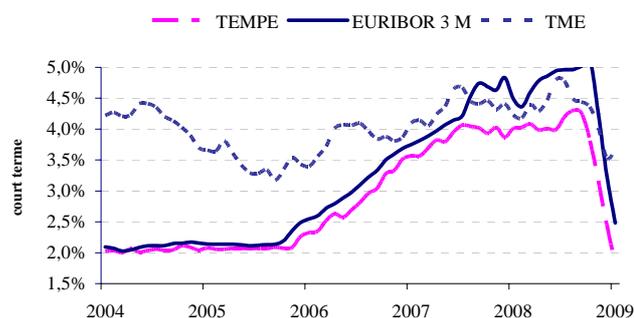
8. Rappel des taux

8.1 Les taux réglementés

TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM	
Taux de la facilité de dépôt	1,50%
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	2,00%
Taux de réescompte des prêts bancaires au logement	3,00%
Taux de la facilité de prêt marginal	2,50%
Taux de l'escompte de chèque	2,50%

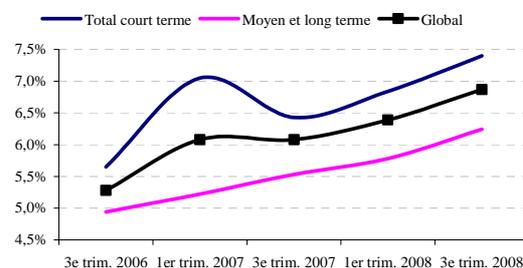
TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2007 (JORF du 21/02/2007)	2,95%
ANNEE 2008 (JORF du 23/02/2008)	3,99%
ANNEE 2009 (JORF du 11/02/2009)	3,79%

8.2 Les principaux taux de marché



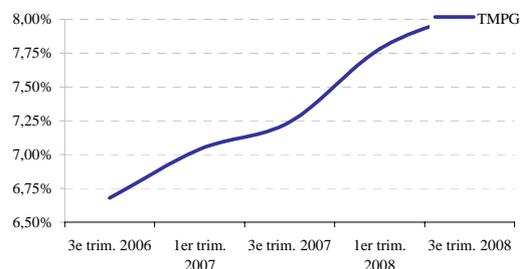
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises

	3e trim. 2006	1er trim. 2007	3e trim. 2007	1er trim. 2008	3e trim. 2008	Variation annuelle
Total court terme	5,65%	7,05%	6,43%	6,84%	7,40%	97 pb
Moyen et long terme	4,94%	5,22%	5,53%	5,78%	6,24%	71 pb
Global	5,28%	6,08%	6,08%	6,39%	6,87%	79 pb



8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers

	3e trim. 2006	1er trim. 2007	3e trim. 2007	1er trim. 2008	3e trim. 2008	Variation annuelle
Prêts immobiliers	5,14%	5,34%	5,52%	5,98%	6,20%	68 pb
Prêts immobiliers relais	5,56%	-	5,23%	5,99%	6,41%	-
Prêts personnels <181920 FC FP	10,57%	14,58%	14,48%	11,80%	13,50%	-98 pb
Découverts	8,17%	9,30%	9,00%	9,34%	9,99%	99 pb
Prêts personnels >181920 FC FP	7,52%	7,46%	7,74%	8,45%	8,43%	69 pb
TMPG	6,68%	7,04%	7,24%	7,78%	8,05%	81 pb



8.5 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;
- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Conjoncture financière et bancaire

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

<i>Particuliers</i>	1er trim. 2008	2e trim. 2008	3e trim. 2008	4e trim. 2008	1er trim. 2009
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	7,12%	7,25%	7,31%	7,36%	7,80%
- Prêts à taux variable	7,05%	7,16%	7,19%	7,46%	7,80%
- Prêts relais	7,00%	7,25%	7,24%	7,53%	7,72%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	20,88%	20,60%	20,76%	21,09%	21,32%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	20,16%	20,48%	20,51%	20,72%	21,11%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	9,38%	9,60%	9,68%	9,77%	9,92%
<i>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	<i>1er trim. 2008</i>	<i>2e trim. 2008</i>	<i>3e trim. 2008</i>	<i>4e trim. 2008</i>	<i>1er trim. 2009</i>
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,53%	11,39%	11,31%	11,35%	11,51%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	7,64%	7,39%	7,47%	9,24%	9,04%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	7,64%	7,73%	7,76%	8,15%	8,56%
Découverts en compte commission de plus fort découvert exclue)	14,71%	14,29%	14,25%	14,17%	14,55%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	9,67%	9,84%	9,68%	10,27%	10,45%
<i>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	<i>1er trim. 2008</i>	<i>2e trim. 2008</i>	<i>3e trim. 2008</i>	<i>4e trim. 2008</i>	<i>1er trim. 2009</i>
Découverts en compte	14,71%	14,29%	14,25%	14,17%	14,55%

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Max REMBLIN
Editeur : IEOM - Etablissement public
Achévé d'imprimer le 12 mars 2009
Dépôt légal : 12 mars 2009 - N° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

Agence de Polynésie française
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

5, rue Roland Barthes
75598 PARIS CEDEX 12
tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@wallis.co.nc
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03